

ARRETE N°2023/1437

**AUTORISATION DE VOIRIE
POUR RACCORDEMENT ELECTRIQUE**

La PRESIDENTE de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la voirie routière, en particulier les articles L141-12, R141-22, L113-2 et R 113-2,

VU les statuts de la communauté d'agglomération portant compétence en matière de développement économique,

Considérant que la communauté d'agglomération est propriétaire de l'emprise de la zone d'activités du Piol à Mazan et qu'il convient de réaliser des travaux de raccordement électrique pour le compte d'Enedis,

VU l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe,

VU la demande d'autorisation de voirie de l'entreprise CRTPB-SUD le 5 octobre 2023, mandatée par Enedis en vue d'un raccordement électrique,

ARRETE

Article 1 – Autorisation

Le bénéficiaire est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et sous réserve de l'obtention si nécessaire d'un arrêté de circulation, à occuper le domaine public gracieusement, conformément à sa demande :

210 allée Alain Rimbert à Mazan du 13 novembre 2023 au 27 décembre 2023.

Article 2 : Sécurité et signalisation du chantier – L'entreprise CRTPB-SUD devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date d'occupation, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8^{ème} partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté ministériel du 6 novembre 1992 modifié.

Si l'occupation occasionne une gêne aux usagers de la voie ou une modification des règles de circulation et/ou de stationnement, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant ces dernières. La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

Article 3 : Responsabilités – Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par les signataires que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les

frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Autres formalités administratives - Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le code de l'urbanisme, le code de la route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

Article 5 : Remise en état des lieux – Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial l'emprise utilisée et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu être causé.

Article 6 : Durée, validité, renouvellement et remise en état – La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire un mois avant la date d'expiration de la présente autorisation. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation. Le gestionnaire de la voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Fait à Carpentras le 8 novembre 2023

Pour la présidente de la CoVe,
Le directeur général des services

Laurent Marteau



Diffusion :

Le Bénéficiaire pour attribution

La CoVe pour attribution

La commune de Mazan pour information

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes dans les deux mois à compter de sa notification.